



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

BULLETIN N° 2 – BRUXELLES, AVRIL 1999

Le Site Dimitra est accessible!!!

Nous vous invitons à consulter le site Dimitra à l'adresse Internet suivante:

<http://www.fao.org/sd/dimitra>

Le site, bilingue anglais et français, contient des informations diverses: un historique du projet, les Bulletins d'information, des liens avec d'autres sites ayant un intérêt direct pour le projet et surtout la base de données Dimitra.

La base de données est disponible dans une version qui sera continuellement améliorée au fil des prochains mois. Elle renferme toutes les informations contenues dans le Guide Dimitra Europe. Les informations sur les ONG, instituts de recherche et centres d'information basés en Afrique et au Proche Orient sont ajoutées au fur et à mesure qu'elles nous parviennent. La base de données est divisée en trois grandes parties liées les unes aux autres: les organisations, les projets et les publications. De nombreuses possibilités d'interrogation sont offertes dans les trois domaines précités: question sur le nom d'une organisation, d'un pays, sur le pays d'exécution d'un projet, sur les secteurs d'intervention, sur le titre d'une publication ou sur un nom d'auteur, etc.. Chaque réponse offre le retour à (ou aux) organisation(s) impliquées. La procédure de consultation est très simple et les critères booléens peuvent s'appliquer. Le projet s'est délibérément abstenu de toute inclusion d'images ou photos dont le téléchargement est très lent ou impossible pour encore bien des utilisateurs. En ce qui concerne les organisations européennes qui figurent dans la base de données, elles sont invitées à vérifier l'exactitude des données qu'elles ont été envoyées

au projet. Compte tenu de la nature et de la vitesse de la transmission des informations, seules les données récentes pourront figurer dans la base de données et c'est à regret que nous devrons bientôt supprimer les profils des organisations n'ayant pas actualisé leurs données. Les organisations européennes qui souhaitent encore nous envoyer des informations peuvent toujours le faire. N'hésitez pas à nous écrire, par courrier électronique ou postal, pour nous donner vos impressions sur le site et la base de données. Vos commentaires seront pris en compte dans l'élaboration des versions suivantes. □

avant-propos

Amies lectrices, amis lecteurs, Tout d'abord, merci pour le chaleureux accueil que vous avez bien voulu réserver au premier numéro du Bulletin Dimitra. Ces six derniers mois ont vu la réalisation de deux volets très importants du projet: la mise en place du partenariat avec des organisations locales en Afrique et la naissance du site Dimitra sur Internet (<http://www.fao.org/sd/dimitra>). Nous vous informons également que la mise à jour du Guide Dimitra Europe sera achevée avant la fin de l'année.

Le travail de collecte d'information a démarré en Afrique et au Proche Orient. Nos partenaires africains, qui assurent cette activité, sont pour le moment: l'Enda-Pronat à Dakar (Sénégal) qui couvre l'Afrique de l'Ouest, l'IRED à Niamey (Niger) qui travaille sur les pays du Sahel et le FAN à Nairobi (Kenya) qui s'intéresse à l'Afrique de l'Est. L'Afrique Australe sera représentée par le ZWRCN, Zimbabwe Women's Resource Centre Network, et le PRODDER, localisé en Afrique du Sud. Des accords de partenariat sont en discussion avec des organisations en Afrique du Nord et au Proche Orient.

Dans ce numéro vous pourrez faire la connaissance de l'Enda-Pronat, du FAN et de l'IRED, avoir plus de détails sur leurs méthodes de travail et prendre connaissance de la liste exacte des pays qu'ils couvrent dans le cadre de la collecte des données du projet Dimitra.

Ce numéro présente plusieurs textes qui passent en revue une variété de sujets importants pour les femmes. Un article de fond examine l'impact de l'approche en genre sur la situation des femmes nigériennes à la lumière de l'expérience de la Coopération Suisse au Niger. Doris

Solis, Présidente de l'ONG équatorienne Sendas, nous envoie un article sur la façon dont Sendas œuvre pour améliorer la condition et le statut des femmes rurales en Equateur. Dans son article intitulé «Le retour du problème terre» Paolo Groppo, fonctionnaire dans le Service des Régimes fonciers de la FAO s'interroge sur le retour des problèmes de réformes agraires, un sujet qui semblait résolu mais qui revient en force ces dernières années. L'accès à la terre est d'autant plus important qu'il est fondamental pour assurer la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire est l'un des thèmes traités par le Cassava Safety Network de l'Université d'Uppsala (Suède) qui travaille depuis de nombreuses années sur la production de manioc. Certaines variétés amères du manioc, si elles sont insuffisamment traitées et détoxiquées, peuvent provoquer une grave maladie appelée konzo. L'article met l'accent sur l'importance du respect des procédures de détoxification du manioc. Toujours dans le domaine de la sécurité alimentaire, CARE-Jordanie partage avec nous les résultats de l'un de ses projets pilotes en matière de permaculture. Vous trouverez enfin un agenda et des nouvelles brèves.

Bonne lecture à toutes et à tous et continuez à nous envoyer vos articles, réactions et suggestions. □

*Marie Randriamamonjy
Chef, Service des Femmes dans le Développement (SDWW),
Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture*

sommaire

- 2 ENDA-PRONAT (Sénégal)
Protection Naturelle des Cultures
- 3 FAN (Kenya)
Forest Action Network
- 4 IRED (Niger)
Innovations et Réseaux pour le Développement
- 5 NIGER: l'analyse sociale des relations hommes-femmes
- 7 JORDANIE: Projet pilote de permaculture pour les jardins des femmes des camps de réfugiés
- 8 Insécurité alimentaire et Konzo
- 9 Le retour du problème "terre"
- 10 SENDAS (Equateur):
L'amélioration du statut des femmes rurales
- 11 Nouvelles brèves



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Nous vous présentons dans ce numéro trois organisations africaines partenaires du Projet Dimitra. Elles ont commencé la collecte d'information chacune au niveau de sa sous-région et nous vous invitons à faire leur connaissance ci-dessous.

nos partenaires

ENDA-PRONAT

Protection Naturelle des Cultures

Pronat est l'une des équipes d'Enda Tiers Monde. Ses activités sont orientées dans le domaine général de **l'agriculture** et de la **protection de l'environnement**. La naissance du Programme Pronat au sein de l'organisation Enda remonte à 1982. Toutefois, l'idée du projet avait germé deux ans auparavant, en 1980. Il s'agissait de mettre en place un «projet de communication entre praticiens, décideurs et experts autour des problèmes de lutte par des moyens naturels contre les fléaux s'attaquant aux hommes, aux animaux d'élevage et aux récoltes».

■ Naissance de Enda-Pronat

Invitées par communiqué 175 organisations et particuliers de 53 pays avaient accepté de participer au projet. L'échange d'expériences, et surtout d'information sur l'agriculture écologique en général et la protection naturelle en particulier, fut la première forme de collaboration, qui a donné un embryon de centre de documentation sur l'agriculture écologique et les pesticides.

Pronat proposait alors comme stratégies:

- l'organisation de rencontres locales, nationales et internationales dans les domaines des pesticides et de l'agriculture écologique;
- la définition d'une stratégie de participation au projet: «comment être utile aux paysans et aux groupements de base»;
- l'établissement d'un réseau de communication avec les groupements de base, les associations de paysans etc.

■ Evolution du programme d'activités

A travers cette stratégie de communication, l'idée du projet a progressivement évolué vers un véritable programme d'activités avec les objectifs généraux suivants:

- développer les méthodes de protection naturelle des cultures, des animaux d'élevage et des récoltes tout en recherchant une productivité satisfaisante dans la durabilité des systèmes agricoles;
- sensibiliser et informer les paysans, les agents de développement et les décideurs sur les dangers liés à l'usage abusif des produits agrochimiques (pesticides et engrais);

- développer et promouvoir avec les paysannes et les paysans une approche agroécologique du développement rural qui prenne en compte l'être humain et l'environnement.

Bien que l'approche des problèmes et les priorités d'actions aient évolué, la problématique fondamentale est restée: les pays et les paysans des régions chaudes semi-arides ont intérêt à développer des méthodes de production et de protection naturelles de leurs cultures et de leurs récoltes. A ce niveau, il faut souligner que depuis sa création, Pronat a effectué une large sensibilisation, une information et une formation, à travers des ateliers et séminaires locaux, nationaux et internationaux, dans tout le Sénégal, sur les dangers liés à l'usage abusif des produits agrochimiques.

■ Expérimenter l'agriculture écologique

Depuis lors, de nombreuses organisations paysannes et ONG locales ont été conduites à expérimenter l'agriculture écologique.

Dans le cadre plus précis de l'action de Pronat dans les Niayes, ce sont les femmes qui ont accepté les premières de se lancer dans l'expérience de la production maraîchère sans produits agrochimiques. C'est à partir des résultats qu'elles ont obtenus que nous travaillons dans le village de Sinthiou-Dara avec un groupement composé d'une centaine de femmes, pour la promotion de l'agriculture biologique.

Toujours dans la zone des Niayes, au niveau des six (6) villages de la communauté rurale de Diender, une fédération d'agriculteurs composée de femmes et d'hommes développe la même approche.

■ Le rôle actif des femmes rurales

L'intérêt des femmes pour cette forme d'agriculture est dû au fait que:

- les femmes sont les premières à faire face aux conséquences néfastes des pesticides sur la santé humaine;
- les conséquences de la dégradation des sols, qui entraîne une baisse des rendements et de la production en favorisant l'insécurité alimentaire, touchent beaucoup plus les femmes.

Face à toutes ces difficultés, les femmes rurales se mettent toujours à la recherche de solutions alternatives de survie, parmi lesquelles l'agriculture écologique qui tient compte de la plupart de leurs préoccupations. □

Si votre organisation se trouve au Cameroun, en Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie ou au Sénégal et vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, contactez l'ENDA-PRONAT à l'adresse ci-dessous. Le questionnaire Dimitra vous sera envoyé.

ENDA-PRONAT

Protection Naturelle des Cultures

Mme Fatou Sow

B.P. 3370 - Dakar, Sénégal

Tél.: +221-8-225565

Fax: +221-8-235157/8-222695

E-mail: pronat@enda.sn

FAN

Forest Action Network

■ L'information, élément essentiel

En tant que réseau, le FAN réunit des organisations communautaires, des chercheurs, des forestiers, des décideurs politiques, et des spécialistes en sciences sociales pour les faire participer activement à la gestion durable des ressources naturelles et au règlement des conflits dès qu'ils se présentent. Le FAN agit par le biais d'ateliers de rencontre et de prise de contact, de sessions de formation, de réunions thématiques, de visites d'échange, de travaux de recherches et d'activités de vulgarisation entrepris à l'initiative des agriculteurs, et en faisant réaliser des études et des publications.

Le FAN est conscient du fait que l'information est un élément clé pour permettre aux gens une prise de décision réfléchie sur leurs propres ressources ou l'amélioration de leur situation. L'information a pour but de renforcer les capacités afin que les intéressés soient véritablement en mesure de traiter les situations qui se présentent, et de faire des choix quand, grâce à l'information, ils ont des alternatives.

En ce qui concerne l'énergie domestique, le FAN publie un bulletin trimestriel, intitulé *Regional Energy News*, qui traite des énergies renouvelables. Les sujets qui mettent en relief la participation des femmes à la génération de revenu dans le domaine énergétique y sont développés, par exemple la vente de fourneaux améliorés et la construction de générateurs de biogaz par des groupements organisés.

■ Les activités du FAN

Le FAN a effectué une évaluation sectorielle, selon les principes de l'évaluation rurale participative, en vue de renforcer le rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles. Cette évaluation a étudié l'effet de la subdivision des terres sur les modes de vie pastoraux dans le district de Kajiado. Cette étude a été réalisée pour permettre aux femmes de participer aux décisions concernant la gestion des ressources naturelles. Des femmes ont été cooptées pour siéger au comité et discuter des ventes futures de terres dans le district, car il a été reconnu que les femmes sont le plus souvent exclues des décisions concernant la vente des terres familiales et cette situation conduit à l'appauvrissement et au désespoir

Le FAN est une ONG qui a été constituée en 1995 pour veiller à ce que les forêts soient traitées avec le respect qu'elles méritent. Le FAN agit pour la gestion durable des ressources forestières et naturelles. Dans ce but, le FAN examine pour mieux les maîtriser, les problèmes qui ont un impact sur les ressources naturelles, comme les droits fonciers, la participation communautaire, l'analyse et le développement basés sur le genre, les politiques agraires et la gestion des conflits.

quand la famille se retrouve sans terre.

Des ateliers d'analyse sur le genre sont organisés pour les membres du FAN afin de leur permettre d'acquérir les compétences voulues pour concevoir des projets répondant à cette problématique. Lorsque les projets adoptent la planification en genre, ils peuvent répondre aux besoins stratégiques spécifiques (productivité plutôt que subsistance) de tous les membres de la communauté, et ils ont plus de chances de réussite. Des activités de recherche et de vulgarisation ont été menées sur l'initiative des agriculteurs après que l'on a reconnu que ceux-ci pratiquaient spontanément et efficacement cette méthode sur leurs exploitations, même si les chercheurs et les vulgarisateurs modernes ont longtemps refusé de l'admettre. Les résultats de ces recherches sont souvent partagés avec les agriculteurs voisins. Cette base de connaissances indigène devrait être mise en évidence et répertoriée pour profiter à d'autres. Elle porte sur les innovations dans les domaines de la foresterie, les pratiques agroforestières adaptatives, les méthodes de lutte contre les ravageurs et les maladies, les techniques améliorées de collecte de l'eau, et l'emploi d'espèces choisies d'arbres pour traiter le lait. Cette activité s'est révélée unique car elle concerne directement ceux qui pratiquent effectivement la sylviculture. L'activité des femmes est trop souvent négligée dans la formation des agriculteurs, car ce sont habituellement les hommes qui suivent les séances. Des publications ont été produites à l'issue de cette activité et ont été diffusées

auprès de nos membres et de tous ceux qui en ont fait la demande.

■ Les visites d'échange

Des visites d'échange ont été organisées par le FAN pour des groupements de femmes et d'agriculteurs, qui en ont tiré un grand bénéfice en constatant la diversité des pratiques mises en oeuvre par d'autres groupes pour accroître le revenu familial et leur niveau de vie. Ces interventions comprennent la pratique des cultures mixtes, le pâturage nul, l'alphabétisation des adultes qui a motivé les hommes et les femmes à la poursuite d'objectifs communs, la pisciculture, et la participation de groupements de femmes à la construction de citernes à eau pour réduire les coûts d'installation de ces équipements au foyer. Ces visites permettent de sensibiliser ceux qui y participent, et les incitent à entreprendre ce qu'ils perçoivent comme susceptible d'améliorer sensiblement leur mode de vie. Ces visites sont très efficaces pour les membres des communautés rurales dont la survie dépend directement des ressources naturelles. Ces membres sont souvent illettrés ou semi-illettrés et n'ont pas accès à la littérature imprimée ou électronique. Ces visites ont remporté un grand succès.

■ Commerce équitable et production durable

Afin d'augmenter les revenus provenant des produits forestiers non ligneux, le FAN travaille avec des groupes d'utilisateurs forestiers et des organisations intéressés à la certification et la commercialisation de ces produits afin d'assurer qu'ils sont récoltés dans le respect de la durabilité de la ressource, et que les producteurs en tirent un juste prix. Cela permet aux produits d'être reconnus à leur juste valeur au niveau international où l'on met l'accent sur le commerce équitable et une production durable. Beaucoup de femmes dépendent de ces produits aussi bien pour leurs activités de subsistance que commerciales.

Les activités mentionnées ci-dessus contribuent à améliorer les moyens d'existence des communautés locales, et en particulier des femmes qui souvent n'ont pas la maîtrise des ressources et n'ont guère de choix quant à leurs stratégies de survie. □

Si votre organisation se trouve en Ethiopie, au Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda ou en Tanzanie et vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, contactez le FAN à l'adresse ci-dessous. Le questionnaire Dimitra vous sera envoyé.

FAN

Forest Action Network

Mme Lynette Obare

P.O. Box 21428

Nairobi, Kenya

Tél. + Fax: 254-2-718398

E-mail: fankenya@africaonline.co.ke

IRED

Innovations et Réseaux pour le Développement

■ Une Vision

Un monde où la justice sociale et économique se construit avec des personnes et leurs associations qui sont les principales dépositaires des prises de décision pour promouvoir un développement local et durable.

■ Une Identité

Un mouvement orienté vers le changement, au niveau macro et micro, pour réaliser une justice sociale et économique. L'IRED est une association d'organisations et de personnes qui croient que la pauvreté et l'exclusion peuvent être combattues grâce à la participation des populations à l'élaboration et à la gestion de leurs projets au niveau local et global.

■ IRED, c'est

- Un réseau mondial et un mouvement d'environ 1.000 partenaires qui souhaitent parvenir à une justice sociale et économique par la promotion d'initiatives économiques, sociales et politiques et la participation au processus de prises de décisions. Ces partenaires appartiennent à des organisations de base, des associations de paysans, de jeunes et de femmes, et à des réseaux nationaux et régionaux.
- Un forum à travers lequel les partenaires peuvent agir ensemble au niveau régional et global pour échanger leurs idées et leurs expériences, créer des solidarités, et analyser en commun leurs problèmes afin de développer des propositions et de formuler des solutions alternatives.

■ Une Stratégie

- Créer un vaste mouvement pour promouvoir le changement.
- Mettre en contact au niveau national, régional et global des organisations populaires avec des institutions universitaires et de recherche.
- Soutenir et créer des propositions alternatives pour organiser autrement l'économie et la société.
- Réaliser des actions au niveau local et global.
- Promouvoir le dialogue entre les organisations populaires et les décideurs.

■ Des Programmes

L'IRED/SEAG basé à Niamey (Niger) dispose de trois programmes prioritaires qui ont pour finalité la lutte contre la pauvreté: l'économie solidaire, la démocratisation à la base, l'analyse politique et le renforcement institutionnel. Au centre de ces programmes se trouvent

des thèmes spécifiques comme la sécurité alimentaire, la participation populaire au développement, l'économie du secteur informel, la décentralisation, la démocratie, le partenariat pour le développement, la mise en réseau, le renforcement des capacités institutionnelles, la collecte, le traitement et la diffusion des informations sur le développement à la base.

■ Les Partenaires

En Afrique occidentale et centrale les partenaires privilégiés de l'IRED sont les ONG, les associations de jeunes et de femmes, et les instituts et centres d'information et de recherche.

L'IRED classe ses partenaires en trois catégories:

1. Les associations et les organisations de marginalisés, d'exclus, les organisations paysannes, les initiatives locales de développement, les organisations de femmes, les coopératives, les artisans. Notamment l'Association des Femmes Juristes du Niger; WEYBI; NAAM (Burkina Faso); le RDFN, Rassemblement Démocratique des Femmes du Niger.
2. Les unions, les fédérations, les collectifs et les ONG d'appui. Notamment la Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger; le CCA, Comité de Coordination des Actions des ONG au Mali; la FUPRO, Fédération des Unions de Producteurs du Bénin; le CBDIBA, Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base; RAFIA, Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement (Togo); COPODIN, Coalition pour le Développement des Initiatives Populaires au Nigéria; CESA, Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso); IPD/AOS, Institut Panafricain pour le Développement /Afrique de l'Ouest et Sahel (Burkina Faso); CONGAFEN, Collectif des ONG et Associations Féminines au Niger.
3. Les personnes ressources, les leaders d'opinion et les institutions d'information et/ou de recherche.

L'IRED apporte un appui à ses partenaires suivant leurs besoins et les préoccupations exprimées par ceux-ci. Les besoins des partenaires sont enregistrés grâce à des enquêtes mais aussi à l'occasion de rencontres de concertations périodiques entre l'IRED et ses partenaires.

La participation de l'IRED au Projet FAO/Dimitra, Femmes Rurales et Développement,

s'intègre parfaitement dans la stratégie d'échange, de partage d'information entre tous les partenaires de développement.

■ Les Activités

- la création de synergies internes et externes au niveau régional;
- fournir des informations pour démystifier les processus et les politiques globales;
- la facilitation de liens économiques entre les partenaires;
- un support technique entre les partenaires;
- apporter un support technique pour promouvoir des activités économiques: par exemple commercialisation, liens avec les marchés;
- documenter et diffuser les initiatives qui peuvent contribuer à construire des alternatives;
- promouvoir des partenariats pour le développement local;
- renforcer les capacités des partenaires à influencer les politiques. □

Si votre organisation se trouve au Bénin, Burkina Faso, Niger, Tchad, ou au Togo et vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, contactez l'IRED/SEAG à l'adresse ci-dessous. Le questionnaire Dimitra vous sera envoyé.

IRED

IRED/SEAG

M. Maurice Albarka
BP 12 675 Niamey – Niger
Tél: 227-733527 - Fax: 227-723204
E-mail: ired@intnet.ne

Adresses des bureaux de l'IRED en Afrique:

- IRED ESA
P.O.Box CY3, Causeway, Harare
Zimbabwe
Tél: 263-4-796853 - Fax: 263-4-741459
E-mail: ired@mango.zw

Antennes sous-régionales:

- IRED Grands Lacs
B.P. 2375, Bukavu
République Démocratique du Congo
- IRED Afrique de Sud
111 Kerk St. Cnr Mooi St.,
Johannesburg 2000
Afrique du Sud
Tél: 271-1-3330150/1-Fax: 271-1-3330208
- IRED Nigeria
P.O.Box 326, Ikeja-Lagos – Nigeria
Tél: 234-1-4938014 - Fax: 234-1-4937723

Pour plus de renseignements sur les bureaux de l'IRED en Asie, Amérique latine et Europe du Nord, veuillez contacter l'IRED/SEAG

NIGER:

l'analyse sociale des relations hommes-femmes

*une alchimie entre les traditions,
la religion, les mutations et l'innovation*

La société nigérienne a été depuis une centaine d'années soumise à de grandes transformations et voit s'opérer en elle des mutations, tant économiques que sociales, culturelles et religieuses.

■ La formation au genre

Au début des années 1990, le Bureau de la Coopération Suisse au Niger s'est penché sur la prise en compte des femmes au sein des projets et des institutions partenaires pour constater que, malgré certaines tentatives d'intégration, celles-ci restaient le plus souvent des bénéficiaires ou des acteurs de second plan. Il était donc nécessaire de revoir la démarche pour introduire la prise en compte, non seulement des femmes, mais aussi des relations entre les hommes et les femmes dans les projets et se recentrer vers un développement équilibré hommes-femmes.

Malgré une adhésion théorique au concept, chacun ressentait fortement la distance entre cette théorie et la réalité nigérienne. S'exprimèrent les craintes de prendre des risques, de s'exposer, d'oser bousculer la répartition traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes, l'appréhension de devoir remettre en cause des rapports sociaux davantage basés sur la dépendance que sur l'équité. Le constat de ces résistances amena à mettre sur pied une autre formation, réalisée cette fois-ci par une équipe nigérienne. Elle était axée sur un travail sur soi-même à partir des expériences concrètes et des vécus personnels afin de mieux situer les aspirations des femmes et des hommes, de mieux comprendre les relations hommes-femmes dans leur milieu culturel. On utilisa pour la première fois la technique des jeux de rôle. Parallèlement, on tenta de formuler des propositions pour favoriser les pratiques conciliaires, tant au niveau personnel qu'au niveau professionnel, avec un développement équilibré.

A l'issue de ces rencontres, la question restait posée de comment transposer et appliquer concrètement ce concept sur le terrain d'intervention, dans les projets, au niveau des animateurs mais aussi des villageois et des partenaires de travail.

Le choix fut donc fait de poursuivre le travail de formation en s'adressant cette fois-ci aux personnes travaillant directement sur le terrain, c'est à dire les animateurs des projets et de leurs partenaires ONG ou services publics. Pour chaque projet et chaque organisation partenaire, un atelier fut organisé.

L'analyse sociale à laquelle nous avons procédé au cours de ces ateliers de formation en genre nous a permis d'étudier l'impact de ces changements profonds sur le groupe social des femmes et sur la communauté dans son ensemble. Nous présentons ici les résultats du travail d'analyse réalisé à partir des activités génératrices de revenu des femmes dans le monde rural haoussa des régions de Tahoua et Maradi.

■ La répartition traditionnelle des rôles

Au plan économique, l'homme doit subvenir aux besoins fondamentaux de sa famille (logement, nourriture, habillement). La femme prend en charge les activités reproductives. Les activités génératrices de revenu qu'elle pratique en parallèle sont destinées à fournir à la femme de quoi assurer les dépenses sociales (baptêmes, mariages) et ses dépenses personnelles (soins corporels, soins et éducation des enfants). Cette répartition reste socialement acceptée et correspond aux principes de l'islam mais la réalité est, dans bien des cas, très différente. Depuis une vingtaine d'années l'aggravation des conditions économiques liée à la baisse des rendements agricoles et à la pression démographique a profondément modifié la donne.

■ L'accroissement de la pression foncière et ses conséquences pour les femmes

- Le rendement de la gamana¹ des femmes est souvent faible. Le champ prêté n'est alors pas convoité par les hommes. Par contre il est fréquent que lorsqu'une femme obtient de bons résultats dans un champ, il lui soit repris et qu'un autre terrain moins productif lui soit attribué. Les femmes sont les premières victimes de la concurrence qui s'exerce sur les terres cultivables.
- La production agricole devenant de plus en plus aléatoire et la taille des champs diminuant, les hommes doivent diversifier leurs activités.
- On assiste à la récupération par les hommes d'activités rentables jusque là réservées

aux femmes (les cultures de contre saison, la commercialisation du mirichi, et plus récemment le commerce de condiments). A l'inverse, les activités devenues non rentables reviennent aux femmes (l'extraction du sel, du kaolin, la collecte de cassitérite) qui n'ont plus que ce seul recours pour palier à leurs propres besoins.

- Les hommes se lancent dans la commercialisation des ressources naturelles jusque là collectées par les femmes à des fins domestiques (bois de chauffe). Elles doivent donc marcher de plus en plus loin pour trouver le bois.
- La pratique de l'exode devient plus courante, ce qui a pour conséquence que

relations de genre

de plus en plus de femmes se retrouvent chefs de famille, de facto, sans en avoir les prérogatives sociales ni les moyens économiques.

L'appauvrissement de la communauté oblige les femmes à pratiquer de plus en plus d'activités génératrices de revenu. Ceci afin de pouvoir continuer à faire face aux dépenses sociales qui sont leur lot traditionnel mais également à assurer une partie toujours plus grande de la satisfaction des besoins de la famille que le mari n'assume plus en totalité. Dans la région de Maradi, il est fréquent que l'homme n'assure la subsistance de la femme et des enfants que pendant les 4 mois de culture, la femme se débrouillant le reste du temps avec les produits de son champ, son petit commerce et ses autres activités. Le rôle des femmes dans le maintien de l'équilibre économique de la communauté devient essentiel. Cette nouvelle situation explique la forte demande des femmes pour le petit crédit que l'on retrouve aujourd'hui dans la plupart des projets de développement. Une analyse approfondie du petit crédit féminin montre que s'il joue un rôle important dans le fonctionnement de la communauté c'est davantage au plan social que économique. Dans une situation économique précaire, les femmes adoptent des stratégies de minimisation et non d'accumulation des risques.

En général, la femme s'arrange pour disposer d'un petit capital, en épargnant ou en faisant appel au crédit, qui lui permet de mener des activités génératrices de revenu (vente de beignets, maraîchage). Ce capital ou l'épargne (constituée le plus souvent sous forme d'animaux) sont mis en jeu dès qu'elle doit faire face à des dépenses sociales (baptêmes, mariages). Le recours au crédit lui permet de ne pas toucher au capital nécessaire à son activité et de ne pas vendre ses animaux à perte, si le marché n'est pas favorable. La femme évite aussi les conflits que suscitent les demandes d'argent au mari, la honte de devoir demander un prêt à un parent et conserve son indépendance en n'étant pas redevable à un éventuel prêteur. Le crédit améliore la capacité de la femme à remplir ses obligations sociales envers la communauté, il permet de maintenir les échanges (biki) et la solidarité matérielle entre femmes qui constituent pour elles la seule assurance sociale. Ceci est d'autant plus vrai que les maris parviennent de plus en plus difficilement à remplir leurs engagements familiaux. Si une femme ne peut assumer ses obligations sociales envers les autres, elle est marginalisée par la communauté.

Le crédit donne la possibilité aux femmes de maintenir leurs revenus à un niveau acceptable, mais ne favorise pas l'accumulation au sens économique du terme. Tous les bénéfices générés par l'activité sont réinvestis dans le ménage. La possibilité d'emprunter leur donne une souplesse financière qui les empêche de retomber en dessous de leur niveau économique initial. Un peu comme un nageur qui se maintient à la surface de l'eau mais qui ne parvient pas à en sortir...

■ Les effets de l'implication croissante des femmes dans les rôles productifs

— Sur la charge de travail des femmes

Le temps et l'énergie supplémentaires que consacrent les femmes aux activités productives s'ajoutent aux tâches reproductives qui leurs sont traditionnellement dévolues. *L'allègement des tâches ménagères* par la technologie a aussi ses limites qu'il convient de ne pas oublier. Il signifie souvent une monétarisation de l'activité qui transforme en charge financière la charge de travail (moulins privés, adduction d'eau potable où l'eau est payante, achat du bois).

— Sur l'éducation

Les filles doivent *soutenir les mères* dans leur double rôle productif et reproductif. Elles sont donc davantage mises à contribution ce qui incite les mères à ne pas les envoyer à l'école. Les améliorations technologiques apportées aux tâches reproductives ont également un effet pervers sur l'éducation, dans le sens où elles permettent aux enfants d'accomplir

des travaux devenus moins pénibles, moins dangereux et jusque là réservés aux adultes².

Par ailleurs, face aux multiples tâches qui leur incombent, les femmes perçoivent les activités de formation et d'éducation comme une perte de temps.

— Sur la structure familiale

Les petits bénéfices dégagés par les activités sont investis quotidiennement par les femmes dans le ménage, mais ces sommes ne sont jamais comptabilisées avec le mari. On ne peut parler de gestion commune des dépenses familiales. La contribution de la femme doit rester occulte de façon à éviter le *désengagement de l'homme* par rapport à ces dépenses et à ne pas courir le risque qu'il dispose alors des moyens financiers nécessaires pour prendre une seconde ou troisième épouse. En milieu urbain dans les familles où l'homme et la femme sont fonctionnaires et ont donc un niveau d'éducation secondaire ou universitaire, la situation est identique. L'homme assume la plupart des charges familiales et la femme contribue au coup par coup, sachant que si elle augmente sa prise en charge, elle prépare indirectement l'arrivée d'une co-épouse.

La polygamie peut également être considérée aujourd'hui par les hommes comme un moyen d'accroître la force productive au sein du foyer, les charges occasionnées par le foyer supplémentaire étant de plus en plus pris en charge par les femmes. De la même façon, en milieu urbain, on tend à choisir une deuxième épouse fonctionnaire pour disposer d'un deuxième salaire dans le foyer.

On constate, dans ce cas, l'impact négatif que peuvent avoir sur les femmes des actions initialement destinées à améliorer leur condition, induisant même un renforcement de la position sociale masculine.

— Sur le statut social des femmes

Si la femme nigérienne reste très dépendante à l'égard de son mari, certains indices sont porteurs d'espoir. Les femmes qui mènent une activité productive commencent à disposer d'une *plus grande autonomie financière et sociale* à l'égard de leurs maris dont elles se sentent moins dépendantes. Certaines perçoivent un changement au niveau de leurs relations. Elles estiment que leur mari les considère plus intelligentes, plus éduquées et leur demande conseil en cas de problème financier depuis qu'elles contribuent aux frais du ménage.

Par contre, du fait de la montée de l'intégrisme religieux, la *claustration* devient un phénomène plus répandu, mais en période de crise économique, elle reste un luxe réservé à une classe aisée. Un

homme doit disposer de suffisamment de moyens financiers pour se priver de la contribution de sa femme et la cloître. L'avenir de la femme nigérienne se trouve-t-il dans l'alternative entre vivre sans soucis matériels cloîtrée avec un mari riche (le plus souvent commerçant) ou vivre de façon plus indépendante en trimant 16 heures par jour? Même si l'on admet qu'au Niger, comme partout ailleurs, les femmes doivent d'abord payer par la double journée de travail l'accès à un statut plus équitable, *seul un transfert des rôles sociaux et une modification des relations entre les hommes et les femmes pourra garantir un développement équilibré à long terme.*

■ Quelques exemples nigériens

— Lorsque des hommes ont pu bénéficier de crédits charrettes dans le cadre du projet Maradi, certains se sont mis à faire le transport de l'eau et la collecte du bois pour leurs femmes. *Cette action qui ne concernait que le groupe des hommes a eu un impact positif sur le groupe des femmes.*

— A Bani Goungou, près de Kollo, l'ONG Weybi a soutenu un groupe de femmes qui a mené une réflexion intéressante sur le fonctionnement de leur communauté, productrice de riz. L'activité principale des femmes est la transformation du riz paddy qu'elles achètent aux commerçants au fur et à mesure de leurs besoins, au prix du marché qui varie selon la période. Par contre les hommes du village vendent leur production de riz aux commerçants, juste après la récolte, lorsque le taux est le plus bas.

Grâce au crédit qui leur a été attribué, elles ont pu acheter le riz paddy au moment de la récolte à leurs maris, à un taux supérieur à celui proposé par les commerçants, mais inférieur au prix moyen auquel elles achetaient habituellement.

Cette action, qui ne concernait que les femmes, a eu un impact sur la communauté dans son ensemble et a renforcé la position sociale des femmes au sein de la communauté. □

Chrystel Ferret Balmer

Experte auprès de l'organisation suisse Atelier Echanges, dans le cadre de projets exécutés pour le compte de la Coopération Suisse au Niger.

L'essentiel de cette expérience a été consignée dans une brochure intitulée: "Genre et Développement - Une approche nigérienne." Un fichier d'outils destiné aux ONG et projets de développement est actuellement en préparation et constitue la suite logique du premier document. Ces documents sont disponibles auprès de: Coopération Suisse, B.P. 728 - Niamey - Niger.

¹ Champ cultivé par la femme qui lui est prêté par son mari ou son frère.

² L'installation d'une pompe à la place d'un puits rend la tâche moins dangereuse et permet d'envoyer une fillette.

JORDANIE:

Projet pilote de permaculture pour les jardins des femmes des camps de réfugiés, Camp de Husun, Irbid

CARE International en Jordanie

CARE Jordanie aborde le développement agricole durable et la gestion de l'environnement dans le cadre du développement communautaire. Son objectif est de générer des projets écologiquement rationnels et économiquement viables. En offrant des solutions pratiques de caractère communautaire aux problèmes de pénurie d'eau, de sur-utilisation de produits chimiques, de dégradation des sols et d'insécurité alimentaire des ménages, CARE vise à exercer un impact positif sur les politiques et la réflexion, et en l'espèce à contribuer au débat national sur les pratiques agricoles durables en Jordanie.

Le projet pilote de permaculture pour les jardins des femmes des camps de réfugiés consiste à mettre à l'épreuve et à développer, avec des groupes de femmes réfugiées dans le camp de Husun, un concept novateur d'horticulture, consistant à intégrer et à diversifier les diverses composantes de l'activité horticole pour une base de production économiquement et écologiquement diversifiée. En adoptant une base de production diversifiée et de bonnes techniques de conservation de l'eau et de l'énergie, le ménage deviendra moins dépendant de la réussite d'une récolte unique pour la vente ou la consommation, et sera plus autosuffisant en eau. La sécurité alimentaire des ménages s'en trouvera accrue, ainsi que la capacité des femmes de générer des revenus. Les systèmes durables de cultures qui protègent l'environnement tout en constituant une source fiable de revenu, ont pour effet que la base de ressource reste viable et que les générations à venir pourront continuer de l'utiliser avec profit.

Le nombre total des femmes qui ont été formées par le projet aux techniques de permaculture est d'environ 200. Trente neuf d'entre elles ont adopté au total 10 techniques de permaculture (compostage; collecte de l'eau des toits et emmagasinage en citerne; cultures intercalaires et rotations; création de microclimats; jardins sur les toits; lutte intégrée contre les ravageurs

(LIR); cultures associées; pépinières; élevage de petits animaux et de volaille; apiculture), et ont reçu à titre de prêt sans intérêt l'argent et les ressources nécessaires pour appliquer ces techniques, grâce au fonds renouvelable du projet. Les remboursements se font sur 18 mois à compter du décaissement du crédit. Le montant moyen des prêts est de 340 dinars jordaniens. Bon nombre de femmes appliquent aussi ces techniques pour leur propre compte, sans aide financière directe du projet.

Cinquante ateliers, réunions et séances de formation ont été organisés dans le cadre du projet sur les différentes techniques de permaculture, sur une période de 12 mois, y compris une visite, pour 25 femmes séjournant dans le camp, au site de permaculture du Gouvernorat de Ein Elbaida-Tafila (un autre projet de CARE). Les séances de formation ont porté sur ce qui suit: introduction à la permaculture, collecte de l'eau, réutilisation de l'eau, compostage, apiculture, lutte intégrée contre les ravageurs, culture organique, microclimats, jardinage sur les toits. Tous les ateliers de permaculture s'appuient sur des documents, et des fiches sont établies pour chaque séance. Un bulletin mensuel de permacul-

ture est distribué; il traite des problèmes liés à l'agriculture durable, et des techniques et pratiques de permaculture. Un manuel de permaculture sera prochainement publié et distribué aux agriculteurs et aux autres organisations dans le pays.

Le projet est bien connu du Département de la Vulgarisation (Ministère de l'Agriculture) et des autres ONG locales et internationales, ainsi que de l'UNRWA. CARE a aussi commencé d'établir un réseau informel d'ONG liées à l'agriculture. Certains travailleurs sociaux d'Irbid viennent rendre visite au projet. Toute cela compte beaucoup pour l'inclusion éventuelle, dans l'avenir, du nouveau modèle de jardinage domestique dans les plans locaux et nationaux d'aménagement de l'environnement et de régénération du tissu urbain.

permaculture

Le projet est supervisé depuis Amman, et reçoit régulièrement des visites à des fins d'animation, de consultation et de suivi. Le coordonnateur de projet est basé à Amman, de même qu'un responsable de terrain, tandis qu'un animateur communautaire et son assistant résident sur place, et s'entretiennent au quotidien avec les femmes du camp. Les consultations dans les jardins se font périodiquement et sur demande.

En novembre 1998, CARE International, avec le concours d'un formateur extérieur, a tenu le premier cours de conception de modèles de permaculture en Jordanie à l'intention des responsables de la vulgarisation, des agriculteurs, du personnel de l'UNRWA, du personnel de CARE et de certains acteurs du secteur privé. □

Pour complément d'information, contacter:

CARE International en Jordanie

Agriculture Unit / Permaculture Program

P.O.Box 5062

Amman 11183, Jordanie

Tél: +962-6-5527921/ 5533702

Fax: +962-6-5527951

E-mail: care.jordan@firstnet.com.jo
ou cameo@go.com.jo

Insécurité alimentaire et Konzo

*une maladie causée par la racine du manioc
insuffisamment traitée*

Le manioc est une plante vivrière à haut rendement qui constitue la principale nourriture de 400 millions de personnes sous les tropiques. Toutefois, les variétés amères, si elles sont insuffisamment traitées et détoxiquées, peuvent provoquer la maladie appelée konzo.

Le konzo se caractérise par l'apparition subite d'une paralysie permanente des membres inférieurs. La maladie n'a été signalée que dans des populations rurales pauvres d'Afrique en République Démocratique du Congo, au Mozambique, en Tanzanie et en République Centrafricaine. Des cas sporadiques se sont produits également dans les zones touchées, plusieurs années après une flambée importante. La plupart des cas surviennent à la saison sèche, notamment après des années de sécheresse.

■ Manifestations cliniques

Le nom konzo vient de l'appellation locale donnée à la maladie par les Congolais (ex-Zaïre) touchés par la première flambée en 1936. En langue yaka, konzo signifie «jambes attachées» ce qui décrit bien les effets de la maladie (la démarche spasmodique des patients).

Le konzo se déclare subitement, dans 90% des cas en moins d'une journée. Les symptômes initiaux, souvent déclenchés par une longue marche ou un travail pénible, comprennent tremblements et «crampes» dans les jambes, lourdeur ou faiblesse des jambes et une tendance à tomber.

Diverses études épidémiologiques montrent qu'il y a un rapport entre le konzo et l'exposition alimentaire aux cyanures à la suite de consommation de manioc amer insuffisamment traité. Le manioc est une plante vivrière à haut rendement qui constitue la principale nourriture de 400 millions de personnes sous les tropiques. Les variétés amères ont la préférence dans les régions peu propices à l'agriculture car elles fournissent la meilleure garantie en matière de sécurité alimentaire. Toutefois, les variétés pouvant être toxiques peuvent être détoxiquées par râpage mécanique ou fermentation suivi d'une opération de séchage ou de chauffage.

■ Traitement

On ne connaît pas de traitement du konzo. Un régime alimentaire suffisant et varié et l'administration immédiate de fortes doses

de multivitamines, particulièrement de vitamine B, sont recommandées. La réadaptation physique à l'aide de béquilles s'est avérée utile pour que les patients puissent se déplacer sans aide. La fréquentation de l'école est capitale pour tous les enfants car ils ne présentent aucun déficit mental. Un programme de réadaptation dans la communauté peut assurer l'insertion sociale des patients et doit être entrepris dans toutes les communautés touchées.

■ Prévention

Si le konzo n'est pas un problème de santé publique important dans l'ensemble de l'Afrique, il l'est dans les communautés touchées. Il y a un risque d'épidémies de konzo dans les régions d'Afrique où les problèmes agro-écologiques font que le manioc amer est la principale source de calories et où les pénuries alimentaires peuvent inciter à abréger le temps de traitement du manioc. On peut sans doute prévenir le konzo en appliquant un traitement efficace des racines de manioc.

Il y a trois grandes méthodes de traitement du manioc: 1) fermentation des racines plongées dans l'eau qui sont ensuite séchées au soleil ou cuites; 2) râpage et fermentation de la pulpe sous vide d'air puis sécha-

ge à la chaleur; 3) séchage direct au soleil des racines fraîches. Les 2 premières méthodes ramènent effectivement les cyanogènes toxiques à des niveaux négligeables si l'opération dure suffisamment longtemps. Le manioc doit rester plongé dans l'eau 3 jours et 3 nuits et davantage si l'eau est froide. La fermentation de la pulpe fraîche doit elle aussi durer suffisamment longtemps – au moins 2 nuits. Une dessiccation (séchage) absolue est tout aussi importante qu'une

fermentation adéquate. Le séchage direct au soleil n'élimine pas les toxines, surtout s'il est rapide et incomplet.

■ Mesures de lutte contre les flambées

En cas de pénurie alimentaire, il faudrait faire passer à la radio un message d'éducation sanitaire dans les zones touchées par le konzo, pour faire connaître: 1) le caractère non infectieux du konzo pour que les patients ne soient pas isolés inutilement; 2) les méthodes efficaces pour traiter le manioc et 3) l'importance d'un régime alimentaire varié. Il est inutile de recommander le passage à d'autres cultures de base car rien ne peut concurrencer le manioc du point de vue du rendement et de la sécurité alimentaire; tout changement soudain pourrait entraîner une grave famine. □

Cette recherche est basée sur une étude à long terme du Réseau Sécurité Manioc.

Résumé et extraits d'après un article publié dans le «Relevé Épidémiologique Hebdomadaire» N°30, Juillet 1996.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Uppsala University
Department of Nutrition
Dag Hammarskjöld väg 21
S-752 37 Uppsala, Suède
Dr. Thorkild Tylleskar
tel.: +46-8-182220
e-mail: Thorkild.Tylleskar@nutrition.uu.se
Ms Lynley Chiwona-Karltun
tel.: +46-8-51776493
e-mail: Linley.Karltun@nutrition.uu.se

On trouvera de plus amples renseignements concernant le konzo à l'adresse suivante:

<http://www.nutrition.uu.se/studentprojects/konzo/index.html>

Le retour du problème "terre"

Cette fin de siècle semble se caractériser, dans le domaine du développement agricole, par le retour en force d'un sujet qui semblait désormais révolu: la terre et la réforme des structures agraires.

Ce thème avait fortement marqué la décennie des années '60, particulièrement en Amérique latine, comme conséquence de la révolution cubaine et des Accords de Punta del Este (1961) signés dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès¹. Pendant les décennies suivantes, le thème avait fini par être marginalisé dans l'Agenda du développement agricole², et cela pour deux raisons principales: du côté de la théorie économique, le nouveau credo néo-libérale, reléguant l'Etat dans une position subordonnée, ne voyait pas la nécessité d'intervenir sur un problème qui aurait dû être résolu par le marché; d'autre côté, le déclin et la disparition en 1991 de l'empire soviétique, considéré comme le principal «exportateur» du danger révolutionnaire, permettait de penser que le thème réforme agraire n'avait plus de raison d'être.

Cependant, contrairement à cette vision, il se produisit exactement l'opposé. Libérée du poids «politique», la question de la réforme des structures agraires redécouvre toute son importance pour un nombre croissant de pays, quelle que soit l'orientation de leurs gouvernements. La caractéristique marquante de cette multitude de demandes était leur diversité, reflétant de plus en plus des problématiques différentes, produit d'histoires agraires complexes et différenciées. Parallèlement aux pays de l'ex-empire soviétique qui, pratiquement tous, demandèrent secours à la coopération internationale, beaucoup d'autres, moins marqués par la confrontation est-ouest, tels le Brésil et les Philippines, ainsi qu'un grand nombre des pays africains, redécouvrent la nécessité de s'occuper de la question «terre».

Ce renouveau d'intérêt a pris à contre-pied bon nombre d'organisations de coopération au développement; cela explique pourquoi les stratégies élaborées et testées jusqu'à présent sont encore loin de répondre aux attentes. D'un côté certains pays ont choisi de centrer leurs interventions sur la variable qui semble marquer le plus un retour à un Etat de droit: l'aspect législatif³. De l'autre, quelques pays (Afrique du Sud et Colombie

essentiellement et, pour une petite partie et plus récemment, le Brésil) ont adopté une approche dérivée de la théorie économique dominante, mettant au centre de leur politique l'accès à la terre par des mécanismes de marché. Malgré le peu de temps passé depuis leurs mises en oeuvre, il nous semble possible d'affirmer que ni l'une ni l'autre de ces deux approches ne vont être suffisantes pour satisfaire la demande. Deux raisons justifient notre affirmation. D'une part la diversité des situations historiques, qui ont produit les structures agraires que l'on veut modifier, demande l'élaboration d'un cadre conceptuel théorique basé sur la connaissance directe de la réalité de terrain à laquelle sont confrontés paysans et paysannes. D'autre part, cette même réalité nous a maintes fois montré sa complexité, ses imbrications sociales, écologiques et économiques qui laissent penser que l'intervention à partir d'une seule variable, considérée comme clé du changement, sans prendre en considération la dimension systémique du problème, a peu de chances d'aboutir.

Trois points forts nous semblent donc prioritaires pour mieux répondre aux attentes en matière de terre; nous pourrions les considérer comme les postulats indispensables à une nouvelle théorie à élaborer:

- d'une part la dimension historique qui est responsable d'une partie importante des différences que l'on perçoit entre les différentes structures agraires;
- ensuite la dimension géographique, qui permet d'expliquer une autre partie importante des diversités entre les structures agraires;
- finalement la dimension systémique qui caractérise toutes les sociétés, nous obligeant à les appréhender avec des outils différents qu'il faut élaborer.

Pour conclure, cette approche doit être élaborée «avec» et non «sur» les paysans, hommes et femmes qui doivent être considérés comme sujets à part entière de la stratégie; en simplifiant, devenir éléments

de la solution et non du problème. Des efforts de conceptualisation et de mise en pratique de cette approche sont actuellement en cours, dans des pays aussi différents que le Brésil, le Mozambique et les Philippines, en partenariat non seulement

réformes agraires

avec ces Etats respectifs, mais aussi avec les organisations de la société civile plus proches des groupes concernés.

En conclusion, bien qu'il soit évident pour nous tous que l'équation capable de rassembler toutes les variables sociales, économiques, techniques, écologiques, n'ait pas encore été trouvée, il est aussi clair qu'il faut la chercher rapidement, parce que les conflits, de plus en plus sanglants, ne cessent, malheureusement, d'augmenter dans le monde entier. □

Paolo Groppo

*Ph.D. Service des Régimes Fonciers (SDAA),
FAO, Rédacteur de la revue: «Réforme agraire,
colonisation et coopératives agricoles»*

¹ Traité de coopération impulsé par les Etats Unis visant l'implémentation de réformes agraires dans la plupart des pays latino-américains comme mesure préventive contre le danger d'une exportation de la révolution cubaine aux autres pays de la région: de cette époque date l'équation réforme agraire = danger communiste qui caractérisa la période historique jusqu'à la fin des années '80.

² On en arriva même à demander la suppression de l'unité responsable du thème au sein de la FAO.

³ Nous mettons dans cette catégorie à la fois les interventions de privatisation de la terre dans les ex-pays socialistes ainsi que les lois sur la terre élaborées en Guinée Bissau, Tanzanie, Bolivie, etc.

SENDAS-ÉQUATEUR

Une expérience qui a amélioré et renforcé la situation économique et le statut politique et social des femmes rurales

■ Les Femmes Invisibles et leur charge de travail

En Amérique latine, et en Équateur en particulier, il a fallu déployer de gros efforts pour mettre en évidence les multiples contributions des femmes rurales. Il n'a pas non plus été facile de faire admettre, aussi bien dans les politiques publiques des États que dans leurs programmes et projets de développement, l'idée que les économies paysannes sont des «systèmes familiaux» et pas des «systèmes masculins». Sans compter que ces systèmes familiaux deviennent de plus en plus l'affaire des femmes, non seulement à cause des responsabilités croissantes que celles-ci assument dans la production végétale et animale, mais du fait aussi que de 20 à 30% des ménages ruraux latino-américains ont une femme à leur tête.

En réalité les paysannes sont des agricultrices au sein de l'unité familiale et domestique, et elles se chargent d'activités de production effective, des soins aux animaux, de la sélection des semences, de la transformation et du traitement des produits, des opérations après-récolte, et même de la gestion des ressources naturelles (eau, terres, etc.). Nombre de leurs activités sont liées aux tâches productives et au foyer. C'est ce qui fait que leur travail et leur contribution économique apparaissent sous un jour aussi défavorable car classés comme «domestiques» et/ou compléments, en particulier dans les statistiques, les recensements et les évaluations nationales. Pourtant les estimations indiquent, que près de la moitié du revenu des familles paysannes provient des activités des femmes, et que 20 à 35% des ménages ruraux échappent à la pauvreté grâce à ce revenu (FAO-1986).

Parallèlement, des recherches effectuées dans une perspective de genre ont indiqué que les femmes travaillent beaucoup plus longtemps que les hommes (en moyenne 60 heures hebdomadaires), qu'elles se chargent presque intégralement des fonctions productives et que, en raison de la migration des hommes, elles doivent assumer de plus en plus les tâches communautaires, ce qui leur donne un rôle triple.

De manière tout aussi réelle, la distribution des bénéfices et des ressources n'est pas toujours équitable dans la famille paysanne. Ainsi, quand la pauvreté contraint à prendre des décisions difficiles, par exemple concernant l'accès à l'éducation et la répartition de la nourriture, les hommes sont favorisés

aux dépens des femmes. L'analphabétisme, dans les zones rurales de l'Équateur, se répartit entre femmes et hommes dans une proportion de 60% chez les premières et 40% chez les seconds. De surcroît, sous l'effet de divers mécanismes discriminatoires, tant culturels que juridiques, les femmes n'ont accès ni au crédit, ni à l'assistance technique ou au capital.

C'est dans ce contexte que SENDAS, une ONG lancée avec le soutien de l'ONG belge VECO (anciennement COOPIBO), mène depuis huit ans plusieurs programmes visant à améliorer la condition et le statut des femmes rurales équatoriennes.

■ Au-delà de l'accès aux ressources productives, la consolidation du statut et le renforcement des droits

Au début, en 1990, il a d'abord fallu faire des diagnostics, à la fois pour prendre acte des systèmes de production dans les zones rurales choisies (leur potentiel et leurs limites), éclaircir les rapports de genre, les rôles, ainsi que les besoins et les intérêts distincts des femmes et des hommes. SENDAS a alors décidé de travailler directement dans deux districts équatoriens des montagnes du sud, caractérisés par des indicateurs de pauvreté très défavorables et une migration masculine élevée. SENDAS s'est concentré sur les activités de production des femmes rurales: arboriculture fruitière à Sigsig et artisanat rural à Gualaceo.

En association avec les ONG européennes COOPIBO et Balance, ainsi qu'avec le Fondo Ecuatoriano-Canadiense de Desarrollo (Fonds canado-équatorien pour le développement, FECD), nous avons créé des programmes d'assistance technique dans les domaines de la production (en tenant compte de considérations environnementales), et dans les domaines connexes de la commercialisation, des ouvrages d'irrigation et de l'organisation sociale de la gestion de l'eau, de la gestion et de la conservation des ressources naturelles, etc.

Mais, comme la pratique et les relations avec les organisations de femmes rurales nous l'ont enseigné, l'amélioration de la condition et du statut des femmes supposait davantage qu'une simple dotation en ressources productives. Pour donner aux femmes l'accès aux ressources et leur maîtrise, il fallait investir dans des processus propres à renforcer leurs pouvoirs et leur autonomie, tant collective qu'individuelle. Nous avons aussi dû investir

dans des processus visant à renforcer leur vision d'elles-mêmes individuelle et collective, leur organisation, ainsi que la connaissance de leurs droits et leurs possibilités de les exercer. Conscient de ces facteurs, SENDAS a stimulé et appuyé, outre les actions déjà mentionnées visant directement la production, d'autres programmes, comme par exemple: une école de formation des femmes au leadership, un programme de prévention des violences domestiques, un réseau de services sanitaires locaux qui garantit la qualité et une approche de genre, ainsi qu'un concours ouvert aux femmes, appelé «Images et Témoignages». Toutes ces activités ont consolidé le statut des femmes rurales dans les zones intéressées en tant que personnes jouissant de leurs droits.

Les résultats obtenus ont encouragé les femmes rurales, leurs organisations et nous-mêmes, en tant qu'ONG, à mesure que ces expériences ont renforcé notre rôle technico-politique de contributrices au développement local: la diversification et la qualité biologique des produits se sont soldées par un accroissement de leurs revenus de 50%. Les femmes vendent leurs légumes et fruits frais à de meilleurs prix dans les «comisariatos» et sur les marchés locaux et régionaux, car elles ont été dotées (avec le soutien de SENDAS et de la FAO) d'une petite unité de traitement des fruits et légumes, qui a commencé à donner des produits d'excellente qualité, bien acceptés sur le marché et même demandés sur le marché international. Elles ont mis sur pied un Centre de Production Expérimentale (CPE) où, en association avec le Conseil Local et le Conseil Agricole, elles traitent les déchets du marché du district et en font du compost pour améliorer leur production. Elles ont dynamisé leurs rapports avec le Conseil Local, en l'impliquant dans le système de soutien de leurs activités productives, en reformulant ses rapports avec les organisations paysannes et en démocratisant les possibilités de participation des citoyens et l'exercice de leurs droits.

A Gualaceo, *Tejemujeres*, une coopérative d'artisanes rurales, exporte avec succès la production de ses membres et en contrôle la commercialisation, en combinant logique d'entreprise et approche sociale de genre, et en assurant, non seulement de meilleurs revenus aux coopératrices, mais aussi un espace pour le développement personnel et la participation sociale. *Tejemujeres* assure aussi des services de garderie et de soins

de santé pour les enfants de ses membres. Le programme de prévention contre la violence a eu un impact considérable. Il n'a pas résolu ce problème grave, mais l'a révélé et a attiré l'attention des autorités du district qui se préoccupent maintenant de la situation. L'alliance avec l'Église et les services de santé, dans la région, a été décisive pour la réussite de ces actions.

Le centre de formation au leadership pour les femmes a pu fêter sa quatrième promotion de lauréates: des femmes et des jeunes filles, conscientes de leurs droits, et qui sont déterminées à les exercer, des leaders qui commencent à participer activement et positivement, au sein de leurs organisations d'abord, puis en direction des organismes de développement et des instances locales, ensuite des meneuses qui commencent à changer le paysage social et politique.

■ Influencer les politiques publiques

Alors que nous enregistrons ces résultats, nous nous sommes rendues compte que nous

avons bâti un modèle qui, à plusieurs égards, demande une réaction de la société toute entière. Pour cette raison nous nous devons d'exercer une influence sur l'État et sur les politiques publiques pour généraliser nos actions et renforcer l'impact de notre expérience. Aussi participons-nous activement au Groupe National pour le Développement Rural, qui formule et défend des propositions de politiques publiques auprès du nouveau gouvernement. Nous avons donné l'impulsion pour créer «Red de Mujeres Rurales del País» (réseau national des femmes rurales) et pour l'associer à la Red Latinoamérica (réseau latino-américain). Nous assurons la coordination avec le Consejo Nacional de la Mujer (Conseil National des Femmes, CONAMU), organisation de premier plan qui défend une politique nationale du genre, en présentant des propositions qui incorporent explicitement les besoins et les exigences des femmes rurales équatoriennes dans les politiques publiques nationales.

Ainsi, l'invisibilité des femmes rurales est quelque chose qui, enfin, et du moins à Sigis et à Gualaceo, et, mieux vaut tard que jamais bientôt dans le pays entier, appartiendra au passé. Les dirigeantes paysannes, qui président coopératives et associations, décident avec les autorités locales, exportent leurs produits, font des propositions de manière créative, et écrivent une nouvelle histoire: l'histoire de femmes exerçant leurs droits, développant leur immense potentiel, et poursuivant activement leur développement personnel et celui de leur communauté. □

Doris Solís Carrión

17 janvier 1999

Sendas,
Casilla postal 0150-1926,
Calle Guayas 6-130
Cuenca, Ecuador
Tél.: +593-7-816059 – Fax: +593-7-882456
e-mail: sendas@c.ecua.net.ec

sites web

■ SD-DIMENSIONS, FEMMES ET POPULATION

Site du Service Femmes dans le Développement au sein de SD DIMENSIONS, Département du Développement Durable (SD) de la FAO.

Ce site est très vaste et inclut le Plan d'Action de la FAO pour l'intégration des femmes dans le développement de même que de nombreux articles accessibles en ligne sur des problèmes de genre et une bibliographie des publications de la FAO dans ce domaine. On peut également y trouver des informations sur les activités actuelles de la FAO dans le domaine du genre et de l'agriculture. Le nouveau site web du projet Dimitra fait partie de cette section.

Adresse du site:

<http://www.fao.org/SD/WPdirect/WPhomepg.htm>

■ GENDER STUDIES IN AGRICULTURE GROUP, UNIVERSITE AGRICOLE DE WAGENINGEN

Ce remarquable site web fournit des informations sur la recherche, les cours et les activités de coopération et de réseau du Gender Studies in Agriculture Group de l'Université Agricole de Wageningen. On y trouve également des bibliographies, des bases de données et des publications. Le site propose des liens à de nombreux autres sites dans les domaines du genre, de l'agriculture et du développement rural. (en anglais)

Adresse du site:

http://www.sls.wau.nl/crds/cent_gs.htm

■ GENRE ET DEVELOPPEMENT AU PNUD

Ce site est géré par le Programme Genre et Développement et fournit une vue globale sur les politiques et programmes du PNUD en matière d'égalité de genre et pour l'avancement des femmes à un niveau mondial et régional.

Le site est organisé en différentes sections:

- le bulletin d'information «Gender Beat»;
- information conceptuelle et opérationnelle sur le «Gender Mainstreaming» pour atteindre les objectifs d'égalité de genre du PNUD, y inclus les politiques, le matériel de formation et toutes les autres ressources et rapports de séminaires;
- la section politique rend disponibles en ligne les documents-clés du PNUD sur le genre;
- des informations sur les Programmes à un niveau mondial et régional;
- des informations au niveau des pays peuvent être accessibles à partir des sites des Bureaux Régionaux qui ont des liens avec les bureaux dans les pays;
- la «Resource Room» est un point d'entrée pour des ressources d'information en ligne, y compris aux séries bibliographiques du Programme Genre et Développement qui traite des aspects et des politiques et programmes centrés sur le genre et le développement humain. Des liens-ressources extérieurs au PNUD sont également indiqués;
- une section sur «Qui est Qui» fournit des informations sur les différents niveaux de l'organisation qui traite des problèmes de genre au PNUD et des liens à un répertoire des points focaux chargés du genre avec leurs adresses email.

Adresse du site (en anglais):

<http://www.undp.org/undp/gender>

nouvelles brèves

lutte contre les mutilations génitales

Après le Togo, le Sénégal interdit à son tour l'excision des femmes après une longue campagne et des programmes d'éducation menés par l'UNICEF et d'autres organisations internationales et locales comme l'ENDA. Quiconque pratiquera l'excision sur les filles encourt maintenant une peine qui peut aller jusqu'à 5 ans de prison. D'après les estimations de l'UNICEF, environ 700.000 femmes (soit un quart de la population féminine sénégalaise) ont subi une mutilation génitale entre la petite enfance et l'âge de 16 ans. Dans le monde entier, on estime à 100 millions le nombre de femmes qui ont été soumises à cette pratique, surtout dans certaines régions d'Afrique, d'Asie et du Moyen Orient.

agenda

4-9 juillet 1999:

9th International Conférence on Gender and Science in Technology: From Policy to Action in Gender, Science and Technology for Sustainable Development in the 21st Century

Gender and Science and Technology Association (GASAT), Accra, Ghana. (en anglais)
Renseignements: FEMSA Project, Girls' Education Unit, Ghana Education Service, P.O.Box M. 45, Accra, Ghana.
E-mail: gquaisie@africaonline.com.gh

31 juillet - 7 août 1999:

ZIBF, Zimbabwe International Book Fair with Focus on Women's Information

Différentes activités et initiatives qui incluront: séminaires de commercialisation pour les femmes africaines travaillant dans le domaine de la publication; femmes et technologies de l'information; femmes écrivains en Afrique; convention des libraires africains; réseaux des Editeurs africains; atelier de lecture pour les enfants, ... (en anglais). Lieu: Harare, Zimbabwe.
Renseignements: Trish Mbanga, Directrice, P.O.Box CY 1197, Causeway, Harare, Zimbabwe
Fax: 09263-4-702129 - E-mail: zibf@samara.co.zw

26-27 août 1999:

Women Farmers: Enhancing Rights and Productivity - A Conference on the Roles, Constraints and Potentials of Women in Agricultural Development

La conférence a lieu à Bonn et est organisée en collaboration avec le Center for Development Research (ZEF), Bonn (Allemagne), Tufts University, Boston (Etats-Unis), et l'Université de Hohenheim, Stuttgart (Allemagne). (en anglais)
Lieu: Center for Development Research (ZEF), Bonn, Allemagne
Renseignements: Katinka Weinberger, ZEF Bonn, Walter-Flex-Strasse 3, 53113 Bonn, Allemagne
Tel: 49-228-731861 - Fax: +49-228-1896 - E-mail: women.farmers@uni-bonn.de

9-20 août 1999:

Women in Management and Leadership Seminar

et

22-26 mars, 14-18 juin ou 20-24 septembre 1999:

Women in Management Seminar

Lieu: Nairobi, Kenya
Renseignements: Le Coordinateur, Modern Management Institute, Kenya
Tel: +254-2-331702 - Fax: +254-2-245267 (en anglais)

Editeur responsable: Eliane Najros, FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

nouveaux livres

Gender in Rural Water and Sanitation Projects in South Africa (1998)

(en anglais)

Ce rapport a été commandé par le Mvula Trust pour évaluer la participation des femmes dans les projets ruraux concernant l'assainissement et la fourniture d'eau dans 16 villages d'Afrique du Sud.

A commander chez Lizzie Masango, Mvula Trust.

Tél.: +27-11-4033425

E-mail: lizzie@mivula.co.za

Gender Training: The Source Book (1998)

(en anglais)

Auteurs: S. Cummings, H. van Dam et M. Valk
Les expériences régionales et locales ont une importance grandissante dans le développement de la formation en genre. Les contributions de cet ouvrage incluent donc des spécialistes du genre de différentes régions du monde (Asie du sud, Moyen Orient, Afrique de l'est et australe). Les expériences régionales sont complétées par un cas de l'Afrique du Sud, qui est particulièrement intéressant au vu du passé historique et de la diversité raciale de ce pays. Chaque article passe en revue diverses approches et expériences, avec un accent sur la littérature «grise» en complément des articles et livres publiés. Des références venant de toutes les régions du Sud ont été incluses dans la très large bibliographie annotée transformant cette publication en une ressource unique sur l'analyse et la formation en genre.

Les noms et adresses des organisations actives dans le domaine, des ressources Internet et des nouveaux groupes électroniques sur le genre figurent également dans la publication.

A commander chez: KIT Press

Tél.: +31-20-5688406 - Fax: +31-20-5688286

E-mail: e.v.t.leven@kit.nl

CONTACTEZ-NOUS!

Eliane Najros, Coordinatrice du projet
Tél.: 32-2-5490310

Maartje Houbrechts, Chargée de projet
Tél.: 32-2-5496168

Fax: 32-2-5490314

e-mail: dimitra@agoranet.be

FAO Projet Dimitra (GCP/INT/673/BEL)
21 rue Brederode
B-1000 Bruxelles
Belgique

Avec le soutien financier de l'Administration Générale de la Coopération au Développement et de la Fondation Roi Baudouin

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO ou du projet Dimitra

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gent
Imprimé par édition et imprimerie, Bruxelles

nouvelles brèves

My House is my Husband, A Kenyan Study of Women's Access to Land and Housing

par Diana Lee-Smith (1997) (en anglais)

Cette thèse universitaire est actuellement reprise par de nombreuses organisations de la société civile kényane dans le cadre des travaux sur la réforme constitutionnelle en cours et de leur combat pour un meilleur accès des femmes à la terre et à la propriété. Les problèmes abordés traitent notamment la façon dont les femmes ont accès à la terre et au logement et analysent en particulier les mécanismes sociaux qui gouvernent les relations entre les hommes et les femmes par rapport à la propriété.

Contact: Architecture and Development Studies Dpt., Lund University, Box 118, S-221 00 Lund, Suède

Tel: +46-46 222.97.61 - Fax +46-46 222.45.45

E-mail: ark3@ark3.lth.se



dernier rappel

DERNIER RAPPEL à toutes les ORGANISATIONS EUROPÉENNES qui désirent figurer dans la base de données Dimitra. Veuillez remplir le questionnaire le plus vite possible! Si vous n'avez pas encore reçu le questionnaire, ou si vous l'avez perdu, envoyez-nous un message, et nous vous recontacterons rapidement!



**ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE**